Afflux soudanais, province du Wadi Fira : Evaluation participative multi-sectorielle

Tchad, du 06 au 09 novembre 2024

SOMMAIRE

CONTEXTE 4
Méthodologie 4
Phase préparatoire de l'évaluation 5
Groupes de discussion et zones de collecte 5
RESULTATS PAR THEMATIQUE 6
I. Protection et solutions durables 6
1. Coexistence pacifique 6
2. Protection de l'enfance 7
3. Violences basées sur le genre 8
4. Regroupement familiale 9
5. Documentation et liberté de mouvement 10
6. Intentions de relocalisation 11
II. Redevabilité et engagement communautaire 12
1. Engagement communautaire et leadership 12
2. Mécanismes de plaintes et feedback/communication avec les acteurs humanitaires 13
III. Besoins de base et services essentiels 14
1. Education 14
2. Moyens de subsistance/Sécurité alimentaire/emploi 15
3. Abris et Infrastructures 16
4. Santé 17
5. Hygiène, assainissement et accès à l'eau 18
IV. Priorités 19
1. Nouveaux arrivants 19
2. Réfugiés des sites aménagés 19
3. Communautés hôtes 19
RECOMMANDATIONS 20
ANNEXES 22

ACRONYMES

ACF : Action Contre la Faim
AGD : Age, Genre et Diversité
ANATS : Agence Nationale des Titres Sécurisés
APLFT : Association pour la Promotion des Libertés Fondamentales au Tchad
CIAUD : Comité International pour l'Aide d'Urgence et le Développement
CNARR : Commission Nationale d'Accueil de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriées
CRT : Croix Rouge du Tchad
HIAS : Hebrew Immigrant Aid Society
IRC : International Rescue Committee
JRS : Jesuit Refugee Service
MSF : Medcins Sans Frontière
NRC : Norwegian Refugee Council
PAM : Programme Alimentaire Mondial
SECADEV : Secours Catholique Développement
SIF : Secours Islamique France
UNHCR : Haut-commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VBG : Violences Basées sur Le Genre
WORLD VISION : World Vision International

Merci aux partenaires ci-dessous, pour leur participation active :

CONTEXTE

Les conflits armés au Soudan entre le FSR et l'armée gouvernementale appuyée par les anciens groupes rebelles et des milices d'autodéfense qui ont commencé depuis avril 2023, se sont poursuivis au cours du mois d'octobre 2024 dans le Darfour Ouest. Ces affrontements ont généré un afflux important d'environ 50.000 réfugiés dans les localités couvertes par le bureau UNHCR de Guéréda. A cette situation, s'ajoutent plus de 30.000 réfugiés ayant franchi en 2023 les frontières tchadiennes et 84.472 réfugiés précédemment installés dans les sites aménagés. Tous ces personnes dépendent dans une large mesure de l'assistance de la communauté internationale et vivent à côté d'une population hôte dont le seuil de pauvreté est l'un des plus bas.

Aux fins d'une réponse appropriée nécessaire pour contribuer à la protection des réfugiés et à l'instauration d'un climat de cohabitation pacifique entre les deux (02) communautés, le HCR et ses partenaires (d'exécution et opérationnels) ont convenu d'une évaluation multisectorielle dans les sites aménagés, les sites de transit aux points d'entrée des réfugiés et les villages environnants desdits sites. Le but de cette évaluation est de collecter les besoins de ces populations mais également de les informer et sensibiliser les réfugiés sur les services disponibles dans certains sites. Les résultats de cette évaluation sont nécessaires pour informer la planification et les programmes à mettre en place ou à renforcer.

Méthodologie

L'évaluation participative multisectorielle a eu lieu du 06 au 09 novembre 2024 dans les sites de transit de Korabo et Koulbous qui accueillent des nouveaux réfugiés, ainsi que les sites aménagés de Kounoungou et de Mile-Extension, mais également les villages hôtes de Koudougou et Koursigué-Kébir situés à proximité de ces sites aménagés. Le choix de ces villages environnants a été fait sur la base du nombre important de réfugiés qui y résident et les liens forts entretenus par les deux communautés (hôtes et réfugiés).

L'activité a consisté en des discussions de groupes avec des représentants de chaque communauté en tenant compte des normes liées à l'âge, au genre et à la diversité (AGD). Un élaboré pour la circonstance a servi de guide lors des échanges. La collecte de données s'est faite via des smartphones/tablettes. Le formulaire disponible sur Kobo Collext, est principalement axé sur les thématiques suivantes :

- La coexistence pacifique ;
- La protection de l'enfant ;
- Les Violences Basées sur le Genre (VBG) ;
- La recherche et le regroupement familial ;
- La documentation et l'état-civil et liberté de mouvement
- L'éducation ;
- Les moyens de subsistance/sécurité alimentaire
- Les intentions de relocalisations (nouveaux réfugiés)
- L'engagement communautaire le leadership/la communication avec les communautés ;
- Les Plaintes et feedback
- Abris et infrastructure
- L'Eau Hygiène et assainissement

Phase préparatoire de l'évaluation

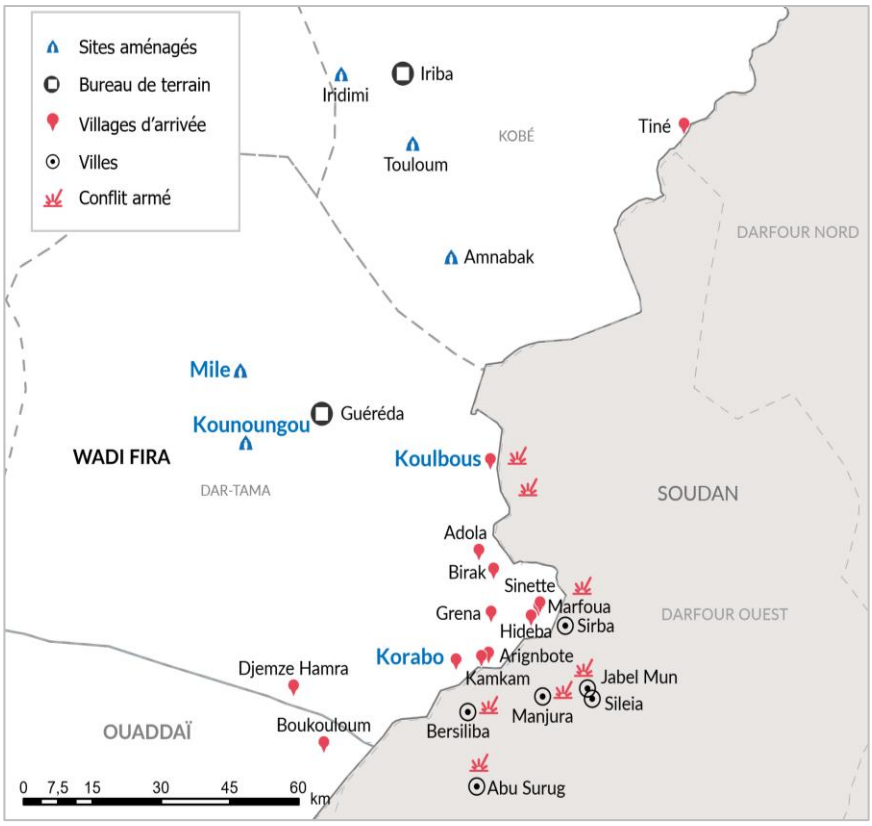
Dans l'objectif d'assurer une meilleure compréhension de l'évaluation multisectorielle, sous le leadership du HCR, trois (03) séances de réunions ont été conduites avec la participation de 52 personnes (dont 12 femmes) travaillant avec 16 organisations gouvernementales, non gouvernementales, locales et internationales, fournissant des services divers dans les différents sites d'accueil (transit), sites aménagés et les villages hôtes. Ont pris part cet exercice, CNARR, HCR, SIF, APLFT, NRC, SECADEV, PAM, UNICEF, World-Vision, CIAUD, CRT, ACF, IRC, JRS, HIAS, et ANATS. Ces rencontres ont permis de s'accorder sur les termes de référence de l'évaluation, l'agenda, la mobilisation des ressources pour l'activité et aussi présenter le formulaire Kobo utilisé pour la collecte des données.

Groupes de discussion et zones de collecte

Les échanges ont été conduits auprès de 52 groupes de discussion dont 37 dans la communauté des réfugiés et 15 au sein de la population hôte y compris les autorités locales et les leaders communautaires. La collecte de données a été conduite auprès des groupes de discussion au sein la communauté réfugiée, nouveaux arrivants des sites de transit de Koulbous et Korabo, et ceux relocalisés dans les sites aménagés de Milé et Kounoungou, Des échanges ont été également menés auprès des membres de la communauté hôte du village de Koursigué-Kébir, situé à environ 4 kilomètres de Milé ainsi que le village de Kounoungou.

Les groupes de discussion étaient essentiellement composés de :

- Leaders communautaires
- Autorités locales
- Filles de 12-17 ans
- Garçons de 12-17 ans
- Femmes de 18 – 35 ans
- Hommes de 18 – 35 ans
- Femmes de 36 – 59 ans
- Hommes de 36 – 59 ans
- Femmes 60 et plus
- Hommes 60 et plus



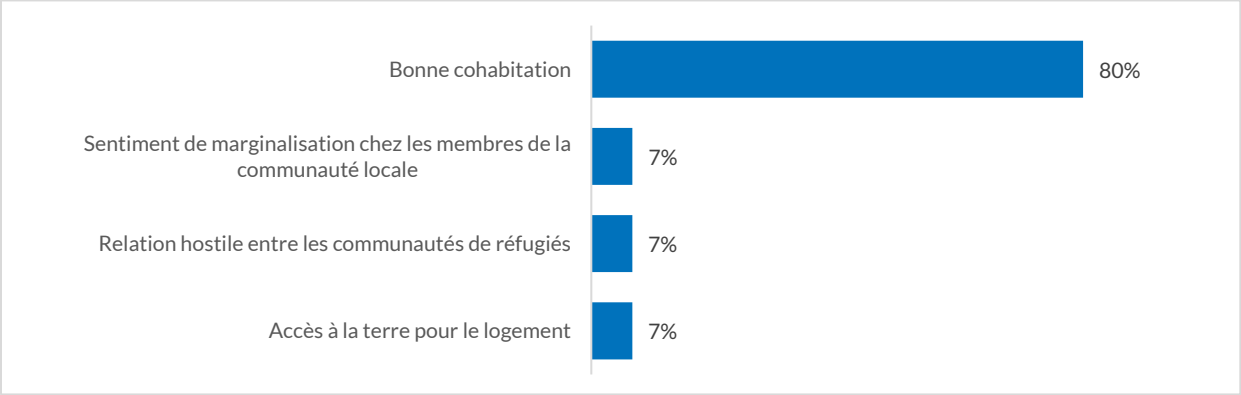
RESULTATS PAR THEMATIQUE

I. Protection et solutions durables

1. Coexistence pacifique

De manière générale, tous les groupes de discussions ont apprécié la bonne cohabitation entre les réfugiés et population hôte. Les réfugiés ont particulièrement exprimé leur reconnaissance envers les communautés qui les ont accueilli et assisté dès leur arrivée avec le partage des ressources disponibles (abri, eau, vivres…).

Graphique 1 : *Perception de la cohésion sociale chez les réfugiés des sites de transit de Koulbous et Korabo*



Toutefois, dans certains groupes, les femmes de la communauté hôte ont émis des inquiétudes quant à l'utilisation des ressources naturelles disponibles telle que l'eau et les bois de chauffe. A titre d'exemple : l'unique puits ouvert de Korok situé à 3 kilomètres de Korabo, est utilisé par environ 10 sites autour de Birak. A Koulbous, le seul puits alimente environ 10.000 réfugiés déjà enregistrés et toute la communauté hôte.

Selon les informations recueillies lors des discussions, la distribution des vivres et de non-vivres dans les sites aménagés et les localités d'accueil dans les villages sans prendre en compte la communauté hôte, pourrait être source de conflit entre les deux communautés.

Des échanges avec certains groupes au sein de la communauté hôte ont relevé que l'arrivée croissant des réfugiés qui réduit l'espace cultivable pourrait également entrainer des conflits entre les deux communautés. A cela s'ajoute les conséquences du changement climatique qui engendre des érosions et rétrécissement des terres arables.

Dans l'optique d'améliorer la cohabitation pacifique, des capacités sont relevées à travers des comités mixtes (réfugiés et communauté hôte) qui ont été mis en place dans les camps et des consultations et la collaboration avec les villages d'accueil.

Actions urgentes :

- Multiplier les activités de sensibilisation sur la cohabitation pacifique
- Renforcer les capacités et redynamiser les comités mixtes existants
- Impliquer davantage les autorités locales et les chefs traditionnels pour la question d'accès aux espaces cultivables

2. Protection de l'enfance

Des échanges avec les différents groupes de réfugiés dans les sites de Korabo et Koulbous, il ressort comme principales préoccupations, la **séparation de famille**, **la déscolarisation**, et **la présence des enfants chefs de ménage** (parmi lesquels des enfants non accompagnés et des enfants en charge des personnes âgées ou vivants avec des personnes en situation de handicap).

En plus des préoccupations susmentionnées, les échanges dans les sites aménagés de Mile et Kounoungou ont relevé le **mariage d'enfants**, **les violences physiques**, **l'exploitation et le travail d'enfants** dont les causes seraient ***le manque de moyens de subsistance***.

Discussion avec les enfants, © photo UNHCR, Koulbous – Nov. 2024

Il faut également relever qu'il y a des risques auxquels les enfants réfugiés sont exposés lorsque ces derniers sont envoyés par certains parents dans leur pays d'origine pour soit récupérer la nourriture, soit vérifier la présence des autres membres de la famille restés au Soudan.

Au niveau de la communauté hôte, ce sont **le mariage des enfants**, **la déscolarisation** et l'**accès à la documentation civil** (extraits d'actes de naissance) qui constituent les préoccupations majeures.

Certains enfants non accompagnés sont accueillis dans les familles des réfugiés ou dans les sites d'accueil. Il faut noter également que dans la communauté hôte, certains parents, pour éviter la déperdition scolaire de leurs progénitures, les envoient dans les localités les plus proches où l'école est fonctionnelle.

Les questions de violences sexuelles ont été soulevées dans plusieurs groupes de discussion, auxquelles les enfants (filles) qui vont à la recherche de l'eau ou de bois de chauffe sont exposées.

En termes de capacités au sein de la communauté, des espaces de jeux pour des activités récréatives, quoique pas équipés, ont été octroyés par les autorités au profit des enfants.

Actions urgentes

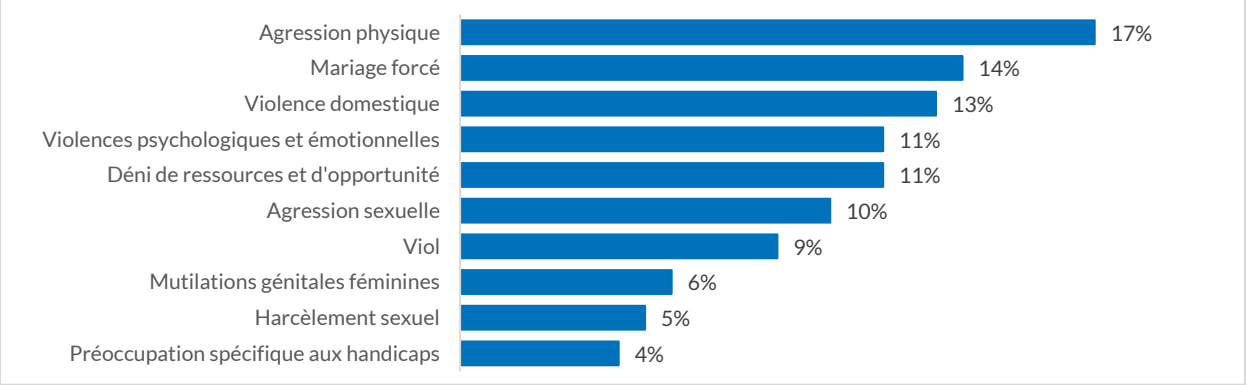
- Contribuer avec les moyens de communication pour la réunification de la famille ;
- Appuyer les ménages extrêmement vulnérables avec les moyens de subsistance ;
- Appuyer les ménages en abri et couverture pour la protection contre le froid ;
- Equiper les espaces de jeux pour les enfants afin de les maintenir dans les zones de déplacement

3. Violences basées sur le genre

Les violences physiques et les agressions sexuelles sur les femmes et les adolescentes pendant la fuite ont été mentionnés par la plupart des groupes dans les sites d'accueil (Koulbous, Korab). Cette même situation associée à la violence psychologique et émotionnelle a été relevée dans les groupes de discussion avec les femmes et les adolescentes réfugiées au site d'extension de Milé ainsi que les nouveaux réfugiés en transit au site de Kounoungou. La rareté des ressources naturelles évoquée précédemment constitue un facteur d'occurrence des cas des viols pendant la recherche de bois de chauffe par les femmes et filles réfugiées.

Les mariages forcés, **les agressions physiques**, **les cas de viol**, **les violences domestiques**, les **pratiques traditionnelles néfastes** telle que **la mutilation génitale féminine** ont été relevées dans la communauté hôte.

Graphique 2 : *Préoccupations en lien avec les VBG chez les réfugiés des sites de Koulbous, Korabo, Milé et Kounoungou*



Si les nouveaux réfugiés dans les sites aménagés (Kounoungou et Mile extension) sont informés des services disponibles pour les survivantes de VBG, cela n'est pas le cas dans les localités d'accueil de Korabo et de Koulbous où aucun service n'est disponible.

Malgré l'insistance sur les questions en lien avec les cas d'exploitation et d'abus sexuel, les réfugiés n'ont fait mention d'aucun cas rapporté.

En termes de capacités, des professionnels de la santé ont été identifiés au sein de la communauté des réfugiés pour apporter leur soutien aux éventuelles survivantes des VBG, précisément à Koulbous.

Aussi, pour minimiser les cas de viols et agressions sexuelles pendant la recherche de bois de chauffe, les femmes et filles se déplacent en groupe.

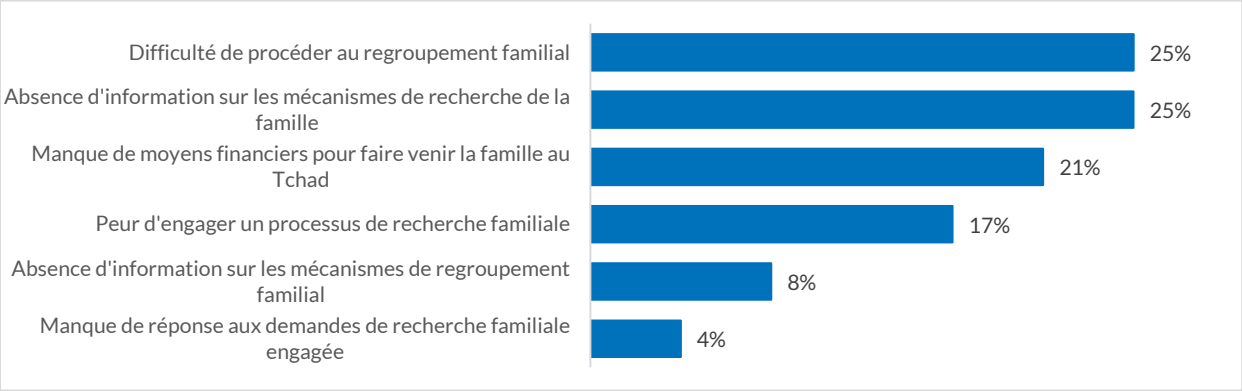
Actions urgentes

- Initier des cliniques mobiles pour un service minimum de prise en charge des survivantes VBG ;
- Organiser des séances de sensibilisation sur les pratiques néfastes de VBG ;
- Mise en place de comité de gestion des cas de VBG ;
- Initier des séances d'information sur la question de PSEA et sensibiliser sur le mécanisme de plaintes et de feedback ;
- Redynamiser les comités des VBG existants en intégrant les nouveaux réfugiés installés dans les sites d'extension.

4. Regroupement familiale

Plusieurs familles des réfugiés se sont dispersées pendant le déplacement. Pour des raisons de sécurité (peur d'être arrêté ou recruté par les forces armées) certains ménages ont laissé leurs proches au Soudan. Ainsi dans les discussions avec les groupes de réfugiés, **l'absence d'information sur le mécanisme de regroupement** et **le manque de moyen financier pour faire venir la famille constituent les difficultés majeures** en lien avec le regroupement familial. Certains réfugiés évoquent la peur d'engager un processus de recherche familiale par crainte d'exposer leurs proches.

Graphique 3 : *Préoccupations en lien avec le regroupement familial chez les réfugiés des sites de transit de Koulbous et Korabo et dans les sites aménagés de Milé et Kounoungou*



Pour s'enquérir des nouvelles des membres de la famille restés au Soudan, certains enfants sont délégués par la communauté pour vérifier la présence des autres membres de la famille.

Il a été constaté l'installation des réseaux internet Wifi dans les sites de Koulbous pour communiquer et faciliter la recherche via les réseaux sociaux. Dans cette même dynamique, le CICR a mis en place des cabines téléphonique à Koulbous, Birak, Milé et Kounoungou. Ce mécanisme permet de communiquer gratuitement pendant trois minutes pour toutes les destinations.

Discussion avec les jeunes filles, Koursigué-Kébir, © photo UNHCR – Nov. 2024

Actions urgentes

- Informer les communautés (réfugiés et communautés hôtes) sur le mécanisme de communication mise en place par le CICR ;
- Maintenir le contact entre le CICR, les autorités locales et les réfugiés.
- Avec l'appui des autorités locales, mettre en place des comités de cherche et de regroupement familial dans les zones de déplacement.

5. Documentation et liberté de mouvement

Discussion avec le groupe des hommes à Korabo, © photo NRC – Nov. 2024

Les difficultés pour obtenir des actes de naissances et **les informations sur la procédure d'obtention de documents**, ont été soulevées dans tous les groupes de discussion. En plus les préoccupations énumérées, La communauté hôte évoque l'inexistence de service d'état civil dans leur localité ainsi que le coût de la délivrance des documents d'état civil. Les centres d'état civil sont éloignés dans certaines localités. Nous pouvons citer l'exemple de la localité de Koulbous qui est à à 38 kilomètres du centre le plus proche.

Les anciens comme les nouveaux réfugiés ont mentionné l'importance du rôle que joue ANATS dans la délivrance des actes de naissance. Cependant, force est de noter l'ignorance et l'inexistence des activités de ce partenaire gouvernemental au niveau de la communauté hôte.

Dans les nouveaux sites de transit de Korabo et Koulbous, la présence massive des militaires qui s'inscrit dans le cadre de sécurisation des frontières qui suscite la peur chez certains réfugiés. ***21%*** estiment qu'ils ne peuvent pas circuler librement à cause des traumatismes subis au Soudan.

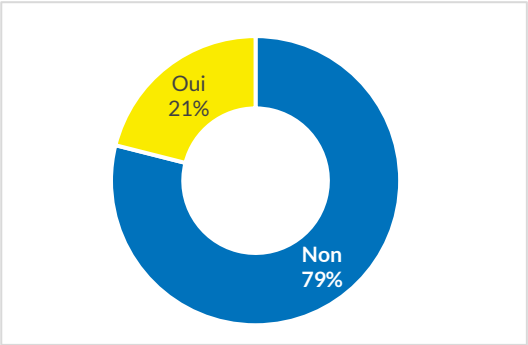
Actions urgentes

- Organiser des sensibilisations sur l'importance du document d'état civil et sur les procédures d'acquisition, à l'endroit de toutes les communautés en mettant l'accent sur les lieux de culte.
- Mettre en place des cliniques mobiles en vue de faciliter le processus de délivrance de documents d'état civil.
- Renforcer le service de délivrance de document d'état civil en ressources humaines au niveau des sites aménagés.
- Renforcer les capacités des chefs traditionnels sur l'importance de document d'état civil
- Sensibiliser les nouveaux arrivants en vue de les rassurer sur la présence de Force de Défense et de Sécurité (FDS) qui œuvrent pour la sécurité des personnes et des biens au niveau des frontières.

6. Intentions de relocalisation

Dans les sites de transit de Koulbous et Korabo, 21 % des réfugiés au sein des différents groupes de discussion, souhaiteraient être relocalisés contre 79% qui refusent parce qu'ils ont reçu des informations des anciens réfugiés sur le manque d'assistance en vivres et non vivres dans les sites aménagés.

Graphique 4 : *Intentions de relocalisation des réfugiés des sites de transit de Koulbous et de Korabo*



Certains souhaitent rester à la frontière où ils ont la possibilité d'effectuer des mouvements pendulaires, quand ils le peuvent en vue d'aller récupérer certains de leurs biens et aussi profiter de la récolte dans leurs champs au Soudan.
Aussi certains réfugiés détiennent-ils de cheptels importants ; ils souhaitent rester dans leurs lieux actuels de déplacements pour une meilleur suivi de leurs bétails.

Les réfugiées ont fait part de leurs inquiétudes relatives aux conflits potentiels qui pourraient subvenir dans les aires de pâturage, une fois relocalisés.

La communauté hôte considère l'arrivée de nouveaux réfugiés dans leur localité comme une opportunité pour eux de bénéficier d'une partie de l'assistance que ces réfugiés pourraient recevoir. La relocalisation de ces réfugiés dans un autre site aménagé pourrait être une source de tension.

Discussion avec le groupe des femmes, site d'accueil de Korabo, © photo UNHCR – Nov. 2024

Actions urgentes

- Sensibiliser les nouveaux arrivés sur les risques sécuritaires en lien avec les mouvements pendulaires à la frontière ;
- Sensibiliser sur les risques liés aux interventions/assistance des humanitaires à la frontière.
- Informer les leaders communautaires de Kounoungou des conditions de transit des nouveaux réfugiés actuellement sur le site de Kounoungou.

II. Redevabilité et engagement communautaire

1. Engagement communautaire et leadership

Le déplacement forcé s'accompagne souvent d'un étranglement de structure familiale et communautaire. Le constat sur les sites d'accueil (Koulbous et Korabo) est que le mécanisme de soutien traditionnel, les réseaux sociaux sont perturbés. Il n'y a pas véritablement une structuration liée à l'engagement communautaire et au leadership.
Toutefois, il a été constaté au niveau des sites dans les villages d'accueil, une organisation en comité spontanée des représentants des réfugiés.

Discussion avec le groupe des jeunes filles sur le site de transit de Koulbous, © photo UNHCR,– Nov. 2024

Dans les sites aménagés de Mile Extension et Kounoungou, les nouveaux réfugiés ont exprimé leur intention d'intégrer les structures communautaires existantes. Il faut rappeler que parmi ces comités existants, il existe un comité mixte composé de la communauté hôte et les réfugiés.

De manière générale, les femmes rencontrées parmi les nouveaux réfugiés relocalisés et celles qui dans les sites de transit ; dans les villages d'accueil, ont indiqué ne pas être véritablement engagées dans les prises de décision, moins encore les jeunes.

Les groupes de discussions ont relevé une représentation des personnes en situation de handicap dans certains comités existants dans les sites aménagés mais vu l'augmentation de la population, il est souhaitable de les impliquer davantage pour leur participation aux activités communautaires.

Actions urgentes

- Respecter le quota de 50% hommes et femmes dans la mise en place des structures communautaires
- Renforcement de leadership des femmes réfugiées pour les engagements communautaires

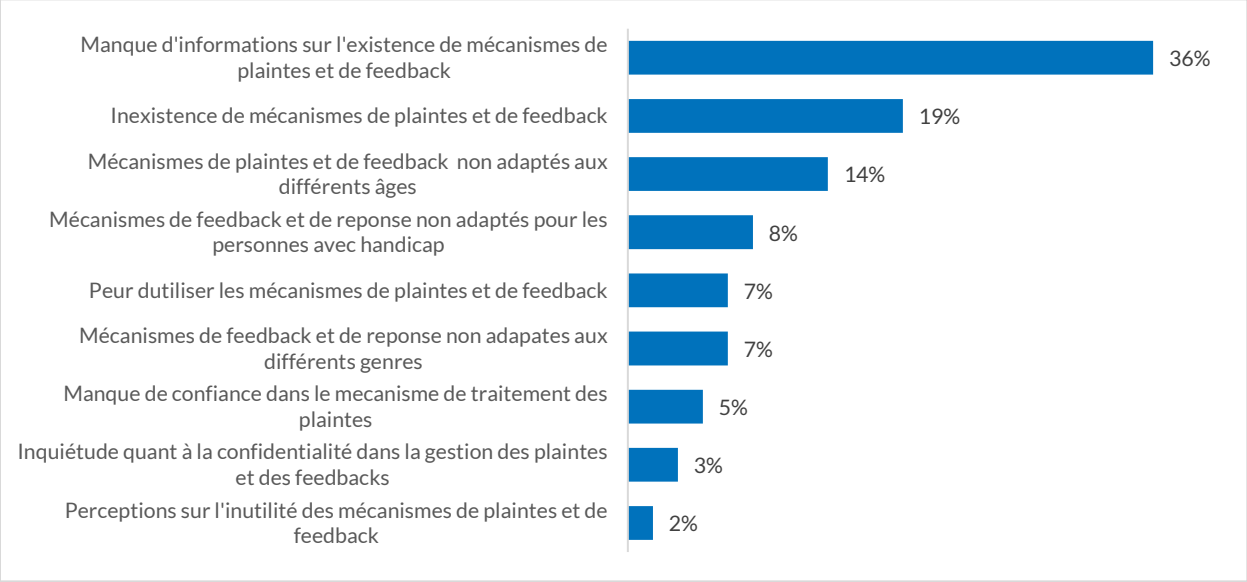
2. Mécanismes de plaintes et feedback/communication avec les acteurs humanitaires

Au niveau des sites de transit de Koulbous et Korabo, **60%** des personnes interrogées dans les groupes de discussion soutiennent ne pas avoir d'information sur le mécanisme de plaintes et de feedback, ni sur leur fonctionnement.

A Mile extension et Kounoungou, bien que ces mécanismes soient mis en place, **44%** des personnes interviewées au sein des différents de discussion méconnaissent l'existence de ces mécanismes, **24%** des réfugiés ont déclaré que ces mécanismes ne sont pas adaptés pour les personnes en situation de Handicap et les enfants.

Par ailleurs, la majorité des groupes ont mentionné l'existence de plusieurs mécanismes de plainte et de feedback (PAM, IRC, HCR à travers le partenaire APLFT), ce qui ne facilitent pas leur compréhension dans le domaine d'intervention. Dans certains groupes de discussions (**8%**), précisément au site de Mile, les réfugiés ont exprimé leur inquiétude quant à la confidentialité liée à ces mécanismes. Certains réfugiés préfèrent faire recours physiquement et directement aux prestataires de services.

Graphique 5 : *préoccupation des réfugiés en lien avec les mécanismes de plaintes et feedback/communication avec les acteurs humanitaires sur les sites de transit de Koulbous et Korabo et des sites aménagés de Mile et Kounoungou*



En lien avec la communication, certains groupes ont indiqué une lacune au niveau de la chaine de communication avec les humanitaires. Les informations restent très souvent au niveau des leaders communautaires et ne parviennent pas aux autres membres de la communauté.

Actions urgentes

- Harmoniser les mécanismes de plaintes et de feedback des différents acteurs afin d'éviter la confusion chez les personnes concernées.
- S'assurer que les informations partagées avec les leaders communautaires parviennent aux autres membres de la communauté.
- Sensibiliser davantage sur les mécanismes de plainte et de feedback, leur fonctionnement et la chaine de communication avec les humanitaires

III. Besoins de base et services essentiels

1. Education

Dans les sites de transit de Koulbous, il y existe une école pour la population hôte avec trois niveaux et 1 seul enseignant ; à Korabo, les groupes au sein de communauté hôte ont rapporté l'absence d'école, néanmoins il y a un centre d'apprentissage coranique. Dans les villages, les groupes ont expliqué que la majorité des enfants réfugiés sont déscolarises depuis leur arrivée au Tchad.

Certains groupes interrogés, ont relevé la problématique de barrière linguistique en raison de bilinguisme Franco-Arabe. Ces enfants réfugiés ne sont pas adaptés au Curricula de l'enseignement au Tchad.

Dans les sites aménagés de Mile extension, il y a un souci de distance et de moyens financiers qui limitent l'accessibilité des enfants néanmoins on a remarqué des salles de classe en construction. Plusieurs réfugiés dans le site d'extension ont relevé l'insuffisance en enseignants au niveau secondaire.

Dans les groupes des anciens réfugiés au site de Mile, les parents se sont plaints de coût additionnel pour la ration alimentaire des enseignants en raison de 500 f /mois par enfant au niveau primaire et 1000 f/mois par enfant au niveau secondaire, ce qui constitue une charge supplémentaire pour les parents. Cette pratique a un impact sur les enfants séparés vivants avec les personnes âgées et qui ont abandonné l'école pour se lancer dans les pratiques d'adaptions nuisibles (travail d'enfant, enrôlement dans l'armée etc.).

Pour la communauté hôte dans les villages environnants des sites aménagés (Koursigue-Kébir et Kounoungou), les problèmes relevés sont constitués de manque d'école, manque d'enseignants et la déperdition scolaire des enfants liés à la pauvreté.

Il a été identifié l'existence des enseignants dans les sites de la communauté des réfugiés nouvellement arrivés qui peuvent constituer un appui pour l'encadrement des élèves.

Par ailleurs, selon les informations recueillies auprès des autorités locales, sur les 71 écoles fonctionnelles de Dar Tama, il n'y a que 10 enseignants qualifiés affectés par l'Etat ; ce sont les maitres communautaires qui comblent le gap.

Au niveau des sites aménagés, il a été relevé une faveur à l'endroit des garçons pour la poursuite des études après l'obtention du baccalauréat alors que les filles n'ont pas de bourse ni de soutien des parents pour des raison culturelles.

Actions urgentes

- Construction des salles de classe dans les sites et villages environnants des sites ;
- Sensibiliser la communauté pour favoriser la poursuite d'étude supérieure des filles ;
- Encadrer les enseignants communautaires pour un enseignement de qualité ;
- Dotation en matériels didactique et kits scolaires
- Initier les écoles passerelles (cours accélérés)

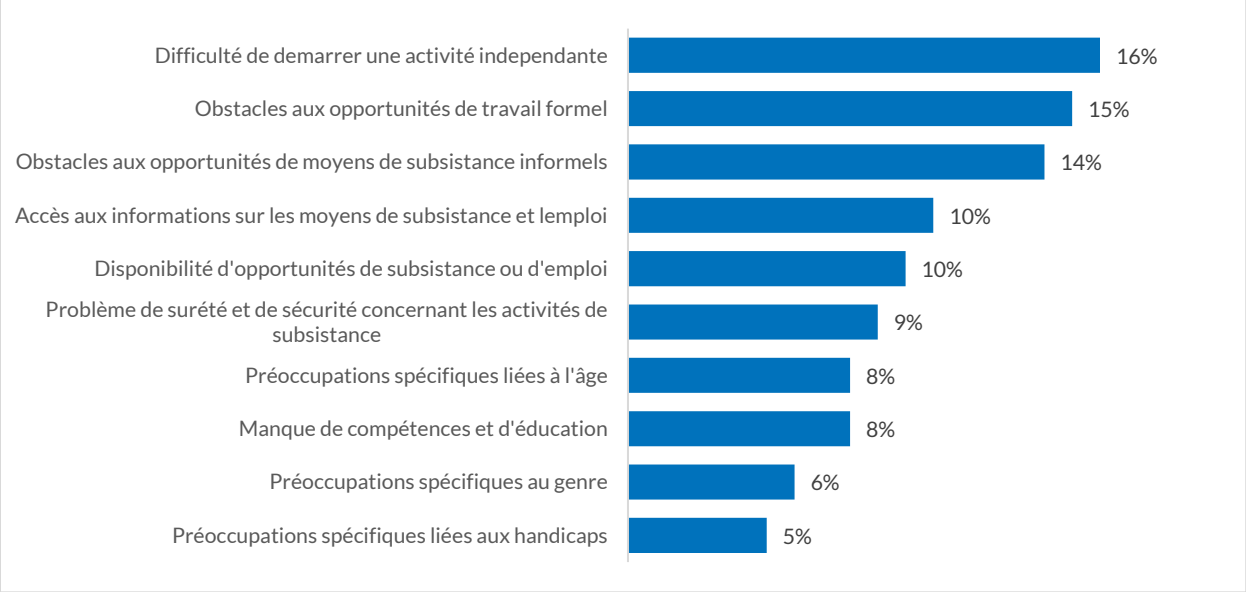
2. Moyens de subsistance/Sécurité alimentaire/emploi

Dans les sites aménagés tout comme dans les sites de transit, les échanges avec les différents groupes révèlent qu'il n'y a pas d'opportunité de travail et de moyen de subsistance. La seule opportunité existante est le travail journalier rapporté par des personnes interrogées. Il en est de même pour les diplômés dans les sites aménagés qui signalent l'absence d'opportunité pour les emplois formels.

La question relative à la sécurité alimentaire a été relevée par certains groupes dans les sites de transit et les sites aménagés, à cause de l'insuffisance des vivres ou cash distribués à des ménages vulnérables ciblés. L'arrivée des nouveaux réfugiés ajoutée à la présence des anciens réfugiés estimés a plus de 80 000, a entrainé la flambée des prix des denrées alimentaires sur les marchés et l'épuisement de stock des vivres des populations d'accueil. Les communautés hôtes comme refugiées partageant les mêmes ressources naturelles, cette arrivée à engendré la réduction des espaces cultivables qui sont de moins en moins fertiles à cause des effets du changement climatique (érosion). A cela s'ajoute la coupe abusive des bois de chauffe comme facteur dégradant de l'environnement.

Pour faire face à ces différentes préoccupations, les groupes interrogés s'adaptent par la vente de leurs biens, la vente de bois de chauffe et de leurs produits d'élevage, la création de petit commerce, le travail journalier dans les champs des autochtones, l'orpaillage clandestin et les mouvements pendulaires (réfugiés dans les villages d'accueil à la frontière) pour la récolte dans leur pays d'origine, au Soudan.

Graphique 6 : *Préoccupation en lien avec les moyens de subsistance, sécurité alimentaire de l'emploi des réfugiés des sites de transit de Koulbous et Korabo et des sites aménagés de Mile et Kounoungou*



Actions urgentes

- Assurer la distribution des vivres et non vivres pour les nouveaux réfugiés
- Identifier les compétences au sein des communautés des réfugiés pour les AGR, y compris l'octroi de terres cultivables et sécurisées, dans le cadre leur autonomisation.
- Sensibiliser sur la gestion des ressources naturelles et l'utilisation de l'énergie renouvelable

3. Abris et Infrastructures

Il a été constaté une absence des abris adéquats particulièrement dans les sites de transit (Koulbous et Korabo) pour les nouveaux arrivés, vivant dans les abris de fortune qui ne garantissent pas la sécurité et la dignité des réfugiés ; il faut noter que les abris pour les nouveaux arrivants ne constituent pas une priorité pour eux ; ces derniers ont l'intention de retourner dans leur pays d'origine, une fois que la situation sécuritaire se stabilise.

Dans les sites aménagés, à la préoccupation liée à l'insuffisance des abris pour les réfugiées, il a été relevé la non prise en compte de la taille de ménage dans l'attribution des abris qui, ont pour corollaire le non-respect de l'intimité des membres de ménages. Le rapprochement des abris serait la cause de tension entre les voisins à cause des espaces réduits qui sont attribués.

La destruction des plusieurs abris par les intempéries a été également relayé par les anciens réfugiés (Milé et Kounoungou).

Les groupes consultés dans le site d'extension de Milé ont relevé que réfugiés sont disposés à apporter leur contribution/appui dans le cadre de la construction des abris.

Les actions urgentes

- Construction des abris pour les nouveaux réfugiés relocalisés dans le site aménagé ;
- Tenir compte de la taille des ménages dans l'attribution des abris dans les sites aménagés ;
- Prioriser la main d'œuvre locale pour la construction /réhabilitation des abris ;
- Accorder une assistance en abris pour les vulnérables ; sensibiliser les nouveaux réfugiés sur la nécessité de la relocalisation en vue d'une meilleure assistance en abris.

Une vue de quelques abris de fortune sur le site de transit de Korabo, © photo NRC – Nov. 2024

4. Santé

Le manque de centre de santé à Korabo a été mentionné par les deux communautés (refugiés et population hôte) ; ce qui les oblige à se rendre à Birak, situé à 27kilomètres, pour les soins. Il a été relevé dans les échanges que le District sanitaire de Birak est sous équipé en matériels et personnels. Vue l'éloignement et les conditions d'accès pour les personnes à besoins spécifiques (personnes âgées, personne en situation de handicap, femme enceinte et allaitante, enfants non accompagnés et séparé, orphelin). La non prise en charge des personnes souffrant des maladies mentales a été rapporté. A l'exception de Korabo où il y'a pas de centre de santé, il a été évoqué un problème d'accès et de la qualité des services de santé dans les structures sanitaires existants.

Concernant la santé de la reproduction le service est inexistant dans les sites et villages d'accueils. Par ailleurs dans les sites aménages le service est disponible, mais utilisé partiellement par les réfugiés en raison de certains obstacles (insuffisance de personnel de santé, insuffisance de certains médicaments, barrières sociaux culturelles).

Comme capacité au sein de la communauté, la disponibilité des professionnels de la santé parmi les nouveaux réfugiés qui soutiennent les accouchements et quelques soins dans les sites de transit et aménagé.

Echanges avec les femmes sur le site de transit de Koulbous, © photo HCR – Nov. 2024

Il a été rapporté que les réfugiés font recours à la médecine traditionnelle, à l'automédication en raison du manque de médicament et des infrastructures adéquats. Malgré toutes les préoccupations soulevées, IRC et MSF interviennent avec des cliniques mobiles au moins une fois par semaine dans certains sites.

Les maladies récurrentes dans les différents sites : le paludisme, Diarrhée, Typhoïde, conjonctivite, les infections respiratoires.

Actions urgentes

- Evaluer et renforcer en personnel, médicaments, matériels le centre de santé de Koulbous et Birak afin de faciliter l'accès aux soins des deux communautés ;
- Sensibiliser les communautés sur la procédure d'accès et d'opérationnalisation des services de santé disponibles ;
- Renforcer la fréquentation des équipes mobiles vers les sites.

5. Hygiène, assainissement et accès à l'eau

Les réfugiés sur les sites de transit de Korabo et Koulbous n'ont pas accès à l'eau potable. Si Koulbous dispose d'un seul point d'eau non aménagé, ce n'est pas le cas pour le village de Korabo où les populations parcourent environs 5 kilomètres pour s'approvisionner en eau. Les populations des deux localités bénéficient de la distribution en eau à travers le « water trucking » initié par MSF Belgique, mais pas en quantité suffisante pour couvrir leurs besoins en eau.

Sur les sites aménagés, il existe des points d'eau, mais insuffisants pour toute la communauté refugiée. En plus de l'insuffisance, il a été mentionné que l'eau ne coule pas régulièrement avec des interruptions allant de deux à trois jours.

Par ailleurs, les points d'eau existant restent distants des nouveaux réfugiés relocalisés à Milé extension.

De tous les échanges avec les différents groupes et particulièrement dans les groupes des filles et des femmes, le manque de point d'eau et la rareté qui les obligent à aller chercher de l'eau dans les Wadi, les exposent au risque de VBG. La qualité de l'eau expose les populations au maladie hydrique. Les femmes et filles réfugiées ont évoqué l'insuffisance des kits de dignité. Les services d'hygiène et assainissement sont quasi inexistants.

Echanges avec un groupe des jeunes filles site de Koulbous , © photo UNHCR – Nov. 2024

L'absence de latrines dans les sites de transit et le nombre limité dans les sites aménagés comparé à la densité de la population est ressortis comme une préoccupation majeure, ce qui les poussent à déféquer à l'air libre, avec tous les risques possibles.

Actions urgentes

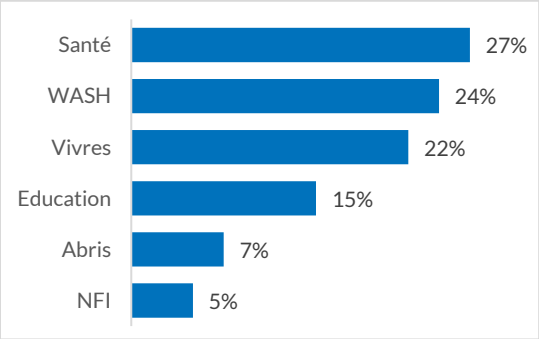
- Distribution des kits de dignité.
- Appuyer la construction des latrines familiales, et distribuer des kits d'hygiènes et d'assainissement.
- Construire des nouveaux points d'eau et réhabiliter ceux non fonctionnels.
- Rapprocher les points de collecte d'eau pour minimiser les risques de protection.
- Prévoir des réservoirs d'eau pour la communauté hôte.
- Renforcer la distribution d'eau sur les sites de transit à travers les « **Water Trucking** ».
- Sensibiliser les communautés sur les services d'hygiènes et d'assainissement

IV. Priorités

Les priorités varient en fonction du type de population rencontre.

1. Nouveaux arrivants

Graphique 7 : *Priorités des réfugiés de Koulbous et de Korabo*



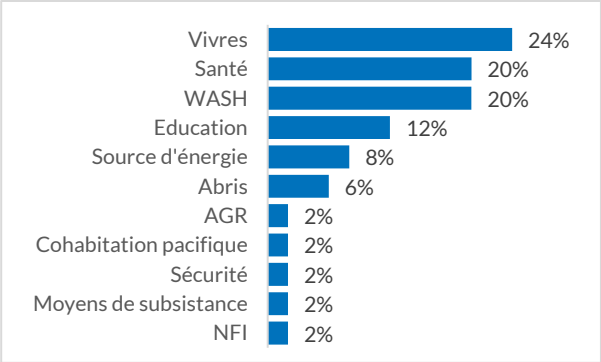
Il ressort de l'analyse de données collectées que les principaux besoins prioritaires des nouveaux arrivants installés dans les sites de transit sont la santé, l'accès à l'eau potable, les vivres, l'éducation….

En effet, les zones d'accueil des réfugiés présentent un déficit réel en termes d'accès aux soins de santé, à l'eau potables. Le centre de santé de Koulbous ne dispose pas de service adéquat pour la prise en charge des malades et vulnérables ; et un seul point d'eau non protégé pour toute la population de cette localité. Il n'y a ni structure sanitaire ni point d'eau à Korabo. Aucune distribution de vivres dans les deux localités d'accueil.

2. Réfugiés des sites aménagés

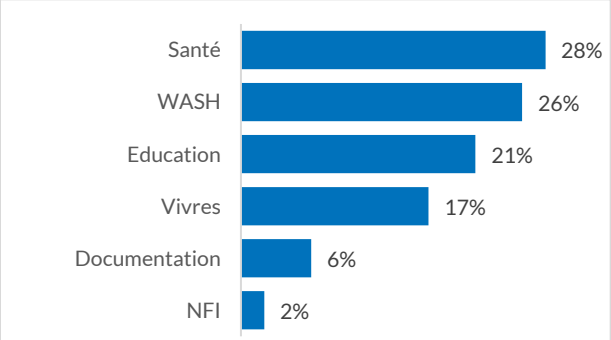
Les priorités majeures dans les sites de Milé et Kounoungou sont les vivres, la santé, l'accès à l'eau potable et l'éducation. Les réfugiées de ces sites aménagés souhaitent l'assistance en vivres pour tous les ménages, la disponibilité continue de l'eau potable, la suppression des frais additionnels par élèves pour la ration alimentaire des enseignants. La source d'energie (bois de chauffe) et l'acces à l'abri pour les nouveaux relocalisés constituent également des priorités

Graphique 8 : *Priorités des réfugiés de Mile et Kounoungou*



3. Communautés hôtes

Graphique 9 : Priorités des communautés hôtes dans les cinq localités de collecte



Dans toutes les 5 zones de collecte, les communautés qui accueillent les réfugiés ont mentionné comme priorités, l'accès à des services de santé adéquats, la construction de points d'eau, l'accès à l'école pour leurs enfants, avec la construction des infrastructures scolaires et l'affectation d'enseignants de qualité ; Ils souhaitent également bénéficier des distributions de vivres et un appui des autorités étatiques et humanitaires en vue de faciliter l'accès à la documentation civile.

RECOMMANDATIONS

Thématiques	Recommandations	Acteurs responsables
Coexistence et cohabitation pacifique	Renforcer les capacités et redynamiser les comités mixtes existants et sensibiliser sur la cohabitation pacifique	Acteurs humanitaires et étatiques
Protection de l'enfant	Appuyer les ménages en abris et couverture pour la protection contre la fraicheur	Acteurs humanitaires
	Equiper les espaces de jeu pour les enfants afin de les maintenir dans les zones de déplacement	Acteurs humanitaires et étatiques
Violence basée sur le genre	Initier des cliniques mobiles pour un service minimum de prise en charge des survivantes VBG	Acteurs humanitaires
	Initier des séances d'information sur la question de PSEA et sensibiliser sur le mécanisme de plaintes et de feedback	Acteurs humanitaires
	Redynamiser les comités des VBG existants en intégrant les nouveaux réfugiés	Acteurs humanitaires
Recherche et regroupement familial	Informer la communauté sur le mécanisme de communication (cabines téléphoniques) mise en place par le CICR	Acteurs humanitaires et Autorités locales
	Mettre en place des comités de cherche et de regroupement familial dans les sites de transit	Acteurs humanitaires et Autorités locales
Documents de d'état civil	Mettre en place des cliniques mobiles en vue de faciliter le processus de délivrance de documents d'état civil, dans les sites de transit	Acteurs humanitaires et Autorités locales
	Renforcer le service de délivrance de document d'état civil en ressources humaines au niveau des sites aménagés.	Acteurs humanitaires et Autorités locales
Liberté de circulation	Sensibiliser les nouveaux arrivants en vue de les rassurer sur la présence de Force de Défense et de Sécurité (FDS) qui œuvrent pour la sécurité des personnes et des biens au niveau des frontières	Acteurs humanitaires et Autorités locales
Intention de relocalisation	Sensibiliser les nouveaux arrivés sur les risques liés aux mouvements pendulaires et leur présence à la frontière	Acteurs humanitaires et Autorités locales

Mécanismes de plaintes et feedback/communication avec les acteurs humanitaires	Harmoniser les mécanismes de plainte et de feedback des différents acteurs afin d'éviter la confusion chez les personnes réfugiées.	Acteurs humanitaires
	Sensibiliser sur les mécanismes de plaintes et de feedback, leur fonctionnement et la chaine de communication avec les humanitaires.	Acteurs humanitaires et leaders communautaires
Education	Dotation en matériels didactique et kits scolaires	Acteurs humanitaires et étatiques
	Initier les écoles passerelles (cours accélérés)	Acteurs humanitaires
	Faire le suivi des frais de scolarité et le coût additionnel imposés aux parents d'élèves dans sites aménagés	Acteurs humanitaires
Moyens de subsistance/Sécurité Alimentaire/emploi	Identifier les compétences au sein des communautés des réfugiés pour les AGR, y compris l'octroi de terres cultivables et sécurisées, dans le cadre leur autonomisation.	Acteurs humanitaires et Autorités locales
Abris et Infrastructure	Tenir compte de la taille des ménages dans l'attribution des abris dans les sites aménagés.	Acteurs humanitaires
	Sensibiliser les nouveaux réfugiés sur la nécessité de la relocalisation en vue d'une meilleure assistance en abris, dans les sites aménagés	Acteurs humanitaires et Autorités locales
Santé	Evaluer et renforcer en personnel, médicaments, matériels le centre de santé de Koulbous et Birak afin de faciliter l'accès aux soins des deux communautés.	Acteurs humanitaires et étatiques
Hygiène, assainissement, accès à l'eau	Distribution des kits de dignité.	Acteurs humanitaires
	Renforcer la distribution d'eau sur les sites de transit à travers les « **water trucking** ».	Acteurs humanitaires

ANNEXES

Liens utiles : Formulaire de collecte | Ajala | Protection Monitoring (P21) / Bordrer Monitoring (P21) | Data Portail - UNHCR |

Images :

Vérification des tablettes, © photo UNHCR – Nov. 2024

En route pour le terrain, © photo UNHCR – Nov. 2024

Ménage relocalisé à Milé, © photo UNHCR – Nov. 2024

Composition des équipes, © photo NRC – Nov. 2024

Séance de debriefing après le terrain, © photo UNHCR – Nov. 2024